

REMARKS (recorded) - FRENCH
The Honourable Marc Garneau
Minister of Foreign Affairs of Canada

Conference of Disarmament high-level week
February 22, 2021

Chers collègues,

Chers collègues, c'est un véritable honneur de me joindre à vous aujourd'hui pour cette importante discussion.

L'ordre international fondé sur des règles, qui sous-tend la paix et la sécurité dans le monde depuis environ 75 ans, est sérieusement remis en question. Les tensions mondiales augmentent les différences entre les États, alors que les positions nationales inflexibles constituent des freins aux compromis et à la bonne entente. Le populisme et le nationalisme connaissent une remontée et la désinformation menace les institutions démocratiques et la stabilité.

Devant ces nombreuses pressions, plusieurs États ont accordé la priorité à des mesures internes de sécurité nationale plutôt qu'à des mesures collectives. Cette approche peut sembler logique, mais elle est en fait contre-productive. Les États peuvent le mieux assurer leur sécurité en collaborant davantage avec les autres pays de leur région et le monde en général. Des mesures multilatérales relatives au contrôle et à la non-prolifération des armes et au désarmement nous offrent la voie vers la sécurité.

La Conférence sur le désarmement joue un rôle spécial pour favoriser un monde plus pacifique et sécuritaire. Malheureusement, elle s'est éloignée de ce rôle. Même si le renversement de la situation en seulement quatre semaines constitue un objectif ambitieux, le Canada est ravi d'avoir travaillé de concert avec les autres présidents de la Conférence de 2021 afin de proposer un plan cohésif pour la session.

Nous exhortons les membres à faire preuve de souplesse afin que la Conférence reprenne son mandat de négociation. Le Canada croit que le moment est venu d'entamer des négociations sur un traité relatif aux matières fissiles. Ce serait dans l'intérêt de tous. Le travail de base pour ces négociations a déjà été fait et le produit final, y compris la question clé à savoir s'il s'agira d'un traité qui interdira la production de matières fissiles, sera déterminé dans le contexte des négociations. Ce qu'il faut désormais, c'est une volonté politique.

La sécurité dans l'espace représente une autre question importante à aborder pendant la Conférence. Il faut notamment réfléchir à une entente pour interdire les essais antisatellites qui produisent des débris dans l'espace.

Laissez-moi maintenant aborder le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. Le Canada privilégie l'approche des groupes interrégionaux en tant que moyen de renforcer la mise en œuvre du traité. L'Initiative pour la non-prolifération et le désarmement et l'Initiative de Stockholm sur le désarmement nucléaire nous ont permis de formuler des recommandations pratiques pour faire progresser les trois piliers lors de la prochaine conférence d'examen.

D'autres armes de destruction massive demeurent préoccupantes pour le Canada. Plus récemment, il a été déterminé que la République arabe syrienne avait utilisé des armes chimiques en mars 2017. Elle doit se conformer à la Convention sur les armes chimiques. La tentative d'assassinat d'Alexei Navalny en Russie au moyen d'un agent neurotoxique Novichok est également troublante. Nous cherchons à obtenir des précisions de la part des autorités russes sur ce qui a été communiqué et nous exigeons que les responsables soient traduits en justice.

La pandémie de COVID-19 a fait ressortir l'importance de la Convention sur les armes biologiques et à toxines. Les maladies infectieuses ont une capacité unique de paralyser le monde entier et d'entraîner des répercussions sans précédent sur l'ensemble de la société. Nous devons continuer de nous protéger contre les menaces biologiques et d'améliorer le fonctionnement de la Convention.

Finalement, le Canada est préoccupé par les percées dans le domaine des technologies d'intelligence artificielle et d'automatisation. Ces technologies transforment la nature des guerres et soulèvent des inquiétudes concernant le futur déploiement de systèmes d'armes autonomes. Nous croyons que ces systèmes doivent reposer sur une participation humaine appropriée et que le développement ou l'utilisation de systèmes d'armes entièrement autonomes est inacceptable.

Il s'agit des plus grandes priorités canadiennes en matière de désarmement et nous leur donnons suite. Le Programme canadien de réduction de la menace liée aux armes de destruction massive représente notre contribution phare au Partenariat mondial contre la prolifération des armes de destruction massive et des matières connexes. Nous avons versé plus de 1,5 milliard de dollars en vue d'appuyer des projets dans le monde entier pour lutter contre les menaces posées par les armes chimiques, biologiques et nucléaires et pour soutenir la mise en œuvre des ententes conventionnelles sur les armes.

Bien entendu, le maintien de la paix et de la sécurité internationales n'incombe pas qu'à un seul État. Un seul État ne peut pas non plus les garantir. Il s'agit d'un projet collectif, qui est dans notre intérêt à tous, et qui exige une vision, de la patience et de la persévérance. Cela devrait être notre but partagé, étant donné les retombées favorables d'une réussite. Les enjeux existentiels ne pourraient pas être plus élevés : pas seulement des vies humaines individuelles, mais notre survie même sur cette planète. Mais nous n'avons pas encore constaté une volonté politique équivalente aux risques. Le Canada continuera de se consacrer aux solutions multilatérales négociées dans le cadre de la Conférence sur le désarmement et ailleurs.